

Handwritten signature

A7 MANAGEMENT

Société à responsabilité limitée au capital de 5 400.000 Francs

Siège Social : 5 rue Villaret de Joyeuse - 75017 PARIS

SIREN 353 787 773 / RCS PARIS

Handwritten: 923 15751

Tal de COMMERCIAL PARIS
N° dépôt
22 JUIN 1999
37366

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
EN DATE DU 14 JUIN 1999

L'an mil neuf cent quatre vingt dix neuf,
Le quatorze juin, à quatorze heures,

Les associés de la société SARL A7 MANAGEMENT société à responsabilité limitée au capital de 5 400.000 Francs dont le siège social est à Paris (75017) 5 rue Villaret de Joyeuse, se sont réunis au siège de la société sur convocation faite par la gérance.

Sont présents :

Monsieur Jean-Marc GALABERT

propriétaire de..... 53 995 parts

Monsieur Jean HOFLACK

propriétaire de..... 1 part

Madame Micheline GALABERT

propriétaire de..... 1 part

Madame Sandrine BERNARD propriétaire de 1 part

Monsieur Arnaud BRUGUIERE propriétaire de..... 1 part

Monsieur Daniel BERNARD propriétaire de..... 1 part

Soit total..... 54 000 parts

L'assemblée est présidée par le gérant, Monsieur Jean-Marc GALABERT

Monsieur le Président constate tout d'abord que tous les associés étant présents, l'assemblée est valablement constituée et peut délibérer à la majorité requise des trois quarts des parts sociales au moins.

Il met à la disposition des associés, le bilan, le compte de résultats, le rapport de la gérance, le texte des projets de résolutions, et fait observer que la présente Assemblée a été convoquée conformément aux prescriptions des articles 123 et suivants du Décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, et déclare que les données et renseignements visés aux articles 133 et 135 dudit Décret ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social depuis la convocation de l'Assemblée.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président de séance déclare l'assemblée ouverte, et il est procédé à l'examen de l'ordre du jour :

I - ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

- Rapport de la Gérance sur l'activité de la Société durant l'exercice social clos le 31 décembre 1998;
- Examen et Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1998;
- Affectation des Résultats;
- Quitus à la Gérance;
- Approbation des conventions visées à l'Article 50 de la loi du 24 juillet 1966

II - ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

- Transfert du siège social
- Modification corrélative de l'article 4 des statuts
- Pouvoirs en vue des formalités

I – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Le Président présente ensuite le rapport de la Gérance sur les comptes de l'exercice écoulé, donne lecture du bilan et du compte de résultat, et répond aux questions des associés.

Personne ne demandant plus la parole les résolutions suivantes sont successivement mises aux voix :

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion présenté par la Gérance sur l'activité et la situation de la société pendant l'exercice clos le 31 décembre 1998, approuve les comptes et le bilan dudit exercice, tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations dont celles visées à l'article 233 quater et 238 AA bis du Code Général des Impôts, traduites dans ces comptes et résumées dans ce rapport, faisant apparaître une perte comptable d'un montant de : 24 751 344 FF.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de l'exercice de 24 751 344 FF comme suit :

- au compte report à nouveau, soit la somme de 24 751 344 FF

En conséquence, aucun dividende ne sera distribué au titre de cet exercice.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RÉOLUTION

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Assemblée Générale donne quitus à la gérance de la société pour l'exécution de son mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 1998.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la Gérance sur les conventions visées à l'article 50 de la Loi du 24 juillet 1966, approuve les opérations intervenues au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité, étant observé les associés concernés par ces conventions n'ont pas pris part au vote.

II- ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la Gérance décide de transférer le siège social de la société au 33 bd Berthier - 75017 Paris, à compter de ce jour.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée décide, en conséquence, de modifier l'article 4 des statuts de la façon suivante:

"Article 4 - Siège Social :

Le siège social est à Paris (75017) au n° 33 bd Berthier"

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée donne tous pouvoirs à la gérance pour effectuer ou faire effectuer les formalités de publicité afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne réclamant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture a été signé par les associés.

J.-M. Galabert

A. Bruguière

J. Hoflack

M. Galabert

S. Bernard

A7 MANAGEMENT

Société à responsabilité limitée au capital de 5 400.000 Francs

Siège Social : 33 boulevard Berthier – 75017 PARIS

SIREN 353 787 773 / RCS PARIS

.....

A handwritten signature in black ink, consisting of several stylized, overlapping strokes, located on the left side of the page.

STATUTS

Mis à jour par l'AGM du 14 juin 1999

Article 1 – Forme

La société est à responsabilité limitée.

Article 2 – Objet

La société a pour objet principal tant en France qu'à l'étranger, l'achat, la vente et la détention de tous biens immeubles, bâtis ou non, l'acquisition et l'exploitation de fonds de commerce d'hôtels meublés, ainsi que les participations dans d'autres sociétés, commerciales ou non, de même que fusions, apports partiels d'actifs, location-gérances et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques, et/ou financières, civiles et/ou commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement l'activité de la société.

Article 3 – Dénomination sociale

Sa dénomination est A7 MANAGEMENT

Article 4 – Siège social

Le siège social est à Paris (75017) au n° 33 boulevard Berthier

Article 5- Durée

La société a une durée de 50 ans et donc prendra fin, sauf dissolution anticipée ou prorogation, le 18 octobre 2039.

Article 6 – Apports

Lors de la constitution les associés fondateurs ont fait apport à la société de la somme totale formant le capital social de cinquante mille francs, laquelle somme a été déposée le 16 octobre 1989 au crédit d'un compte bancaire au nom de la société en formation, puis ledit capital a été augmenté de 5.350.000 Francs le 30 avril 1992, par capitalisation de créances liquides et exigibles.

Article 7 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 5 400 000 Francs. Il est divisé en 54 000 parts de cent francs, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'entre eux en proportion de leurs apports, compte tenu des cessions de parts régulièrement consenties, et d'augmentation de capital réalisée, à savoir :

- Monsieur Galabert, à concurrence de 5 parts (n° 1 à 5) et à concurrence de 53.990 parts (n° 11 à 54.000)
- Monsieur A. Bruguière, à concurrence d'une part (n° 6)
- Monsieur D. Bernard, à concurrence d'une part (n° 7),
- Monsieur J. Hoflack, à concurrence d'une part (n° 8)
- Madame M. Galabert, à concurrence d'une part (n° 9)
- Madame S. Bernard, à concurrence d'une part (n° 10)

total égal au nombre de parts composant le capital social.

Article 8 – Parts sociales

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et dans tout l'actif social.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs parts pour exercer un droit quelconque, les droits sociaux isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donnent aucun droit à leurs propriétaires contre la Société, les associés ayant à faire dans ce cas, leur affaire personnelle du groupement du nombre de parts nécessaires.

Article 9 – Formalités de cession de parts sociales

La cession des parts doit être constatée par écrit. Elle n'est opposable à la Société, qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code Civil, ou encore par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège de la société.

Article 10 – Transmissibilité

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux et librement cessibles entre conjoints et entre ascendants et descendants.

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Ce consentement est sollicité dans les conditions prévues par la loi.

En cas d'apport de biens communs ou d'acquisition de parts sociales au moyen de fonds communs, la qualité d'associés est reconnue à celui des époux qui réalise l'acquisition.

Cette qualité est également reconnue pour la moitié des parts souscrites ou acquises au conjoint qui notifie à la Société son intention d'être personnellement associé. Si cette notification a lieu lors de l'acquisition ou de l'apport, l'acceptation de l'agrément des associés vaut pour les deux époux. Si cette notification est postérieure à l'apport ou l'acquisition, l'agrément du conjoint par les associés sera soumis aux dispositions de l'alinéa 3 du présent article.

Si le conjoint n'est pas agréé par les autres associés, l'époux demeure associé pour la totalité des parts concernées.

Article 11 – Nantissement des parts sociales

Si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai d'un mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'Article 2078 alinéa 1^{er} du Code Civil, à moins que la Société ne préfère après cession racheter dans délais les parts en vue de réduire son capital.

Article 12 – Dissolution

La Société n'est pas dissoute par le décès de l'un des associés, son incapacité, son interdiction, sa faillite ou sa déconfiture.

En cas de décès d'un associé, la Société continuera entre les associés survivants et les héritiers ou représentants de l'associé décédé.

Article 13 – Administration

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés, sans ou avec limitation de la durée de leur mandat. Dans ce dernier cas, le ou les gérants sont rééligibles.

Les gérants statutaires sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Le gérant de la Société est : Monsieur Jean-Marc GALABERT demeurant à Paris (75017) au 7 place du Maréchal Juin.

Article 14 – Pouvoirs

Dans ces rapports avec les associés, la gérance engage la société par les actes entrant dans l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée, même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Le ou les gérants peuvent sous leur responsabilité constituer des mandataires pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 15 – Décisions collectives des associés

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en Assemblée. Toutes les autres décisions collectives provoquées à l'initiative de la gérance ou du commissaire aux comptes, sont prises soit par consultation écrite des associés, soit par Assemblée, au choix de l'organe de la Société ayant provoqué la décision.

Article 16 – Participation aux assemblées générales

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives, et dispose d'un nombre de voix égale à celui des parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire représenter aux Assemblées par un autre associé ou par son conjoint, sauf si les associés sont au nombre de deux ou si la Société ne comprend que les deux époux. Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

Article 17 – Décisions collectives : Approbation des comptes annuels

Chaque année il doit être réuni dans les six mois de la clôture de l'exercice une Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis quel que soit le nombre de votants.

Article 18 – Décisions collectives : Modifications des statuts

Les modifications des Statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. En aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

Article 19 – Décisions collectives : Décisions ordinaires

Dans les Assemblées, ou lors des consultations écrites, autres que celles ayant pour objet de modifier les Statuts ou d'autoriser les cessions de parts à des tiers étrangers à la Société, les décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre de votants représentés, sauf s'il s'agit de statuer sur la révocation du ou des gérants qui nécessite toujours la majorité des parts sociales.

Article 20 – Consultations écrites

Les décisions collectives autres que celles ayant pour objet de statuer sur les comptes sociaux peuvent être prises par consultations écrites des associés à l'initiative des gérants ou de l'un d'eux. Les décisions résultent d'un vote formulé par écrit.

Le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants ainsi que le cas échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés par lettre recommandée.

Les associés disposent d'un délai minimal de quinze jours et d'un délai maximal de vingt jours à compter de la date de réception des projets de résolutions pour émettre leur vote écrit.

Pour chaque résolution le vote est exprimé par oui ou par non. Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu. Pendant le dit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Les décisions sont adoptées à l'issue de la consultation aux conditions de majorité prévues par les articles 17 à 20 des présents statuts selon l'objet de la consultation.

Article 21 – Exercice social

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Par exception le premier exercice sera clos le 31 décembre 1990 après 14 mois d'activité.

Article 22 – Commissaires aux Comptes

Ont été nommés pour six exercices en tant que Commissaire aux Comptes titulaire : la société VERDY et ASSOCIES ayant siège à Paris au n° 11 rue Danielle Casanova, et en tant que Commissaire aux comptes suppléant : la société BERTHON-RIVIERE-TREILLE et Associés ayant siège à Paris au n° 25 Bd Arago.

Article 23 – Approbation des comptes et Affectation des résultats

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'Assemblée générale détermine sur proposition de la gérance toute somme qu'elle juge convenable de prélever sur ce bénéfice pour être reportée à nouveau sur l'exercice suivant ou inscrite à un ou plusieurs fonds de réserves ordinaires ou extraordinaires, généraux ou spéciaux, dont elle règle l'affectation ou l'emploi.

Le surplus, s'il en existe, est attribué aux associés sous forme de dividende.

L'Assemblée Générale peut, après constatation de l'existence de réserves à sa disposition, décider en outre la mise en distribution des sommes prélevées sur ces réserves; en ce cas la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les sommes dont la mise en distribution est décidée sont réparties entre les associés gérants ou non gérants proportionnellement au nombre de leurs parts sociales.

Article 24 – Dissolution – Liquidation

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, une décision des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Article 25 – Contestations

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de la liquidation soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestations, tout associé est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal compétent du lieu du siège social et toutes assignations ou significations sont régulièrement faites à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel. A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au Parquet du Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.